

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1946-1947.

SÉANCE DU 15 JUILLET 1947.

Rapport de la Commission de la Justice chargée d'examiner le projet de loi contenant le Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1947.

(Voir les nos 4-V, 212, 337 (session de 1946-1947) et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séances des 17, 18, 19, 20 et 26 juin 1947); le n° 206 (session de 1946-1947) du Sénat.)

Présents : MM. ROLIN, président; ANCOT, DERBAIX, D'HONDT, FONTEYNE, KLUYSKENS, MAZEREEL, PHOLIEN, RONSE, SIRONVAL, M^{me} SPAAK, MM. VAN REMOORTEL, VAN ROOSBROECK VERBAET et LOHEST, rapporteur.

MESDAMES, MESSIEURS,

Il est de tradition que le rapport sur le budget de la Justice constitue une étude de l'orientation actuelle de l'Administration de la Justice.

Le rapport du même budget, fait à la Chambre par l'honorable M. Lambotte, a surtout étudié, et de manière remarquable, l'œuvre accomplie par les juridictions militaires, en matière de répression de l'incivisme.

Nous eussions désiré, au nom de la Commission de la Justice du Sénat, porter notre étude sur le rôle des juridictions ordinaires pendant la même période, et spécialement l'effort fait en ce moment par le Département pour éliminer peu à peu les juridictions except onnelles et revenir à la marche normale de la justice.

C'eût été au vrai l'étude complémentaire qui devait suivre normalement le rapport de la Chambre pour ainsi présenter un exposé à peu près complet de l'histoire judiciaire belge depuis la libération.

Nous eussions désiré davantage et étudié les réformes introduites en matière civile et pénale dans notre législation, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale et surtout celles qui sont à l'étude à l'heure actuelle devant le Parlement, et même celles que désire faire aboutir le Département de la Justice.

On eût pu constater non seulement le droit belge contemporain à l'état statique, mais surtout l'évolution générale rap de vers des formules plus démocratiques et plus humaines qui le caractérisent aujourd'hui.

Nous avons dû, à ce sujet, renoncer au travail que nous nous étions imparti parce que le temps nous a fait défaut.

Nous avons eu quelques jours pour faire ce rapport. Force nous fut de résumer à l'excès la synthèse que nous avions désiré présenter à la Commission et à la Haute Assemblée.

CHAPITRE PREMIER.

Les juridictions ordinaires : l'arriéré.

Il est hors de conteste qu'en matière civile et en matière pénale, réserve faite de la plupart des tribunaux cantonaux, le rendement de l'Administration de la Justice est gravement déficient.

Lorsque nous disons déficient, le terme ne doit pas être pris dans son sens qualitatif.

Nos arrêts et jugements sont, de manière très générale, bien rendus.

La meilleure preuve en est le nombre relativement peu important des affaires appelables soumises à la censure de la Cour d'appel et le nombre relativement réduit des pourvois en cassation.

Les pourvois dans l'intérêt de la loi, les recours extraordinaires que permet le Code sont, en Belgique, pratiquement inexistantes.

D'autre part, notre jurisprudence est citée avec autorité dans les revues de jurisprudence étrangère et commentée dans beaucoup d'instituts de droit comparé.

La déficience n'est pas qualitative, mais elle est lourdement quantitative.

Sans doute ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on se plaint de la lenteur de la justice, mais il faut reconnaître que jamais, depuis 117 ans que fonctionne notre régime judiciaire actuel, les justiciables n'ont eu de griefs plus légitimes à faire valoir à ce sujet.

Veut-on des exemples frappants et navrants ?

Pour le ressort de la Cour d'appel de Bruxelles, il y a 20.640 affaires civiles démesurément en retard.

Que d'intérêts moraux, familiaux et pécuniaires, souvent de première importance, sont et restent en suspens, sans termes sûrs et précis !

Que d'intérêts importants peuvent être compromis parfois définitivement !

Les plaideurs de mauvaise foi ont partie belle; les plaideurs de bonne foi se désespèrent et renoncent souvent à défendre leurs intérêts les plus légitimes.

Cette situation est intolérable et l'ordre public en est gravement compromis.

Si nous faisons le même examen du point de vue pénal, nous aboutissons aux mêmes et lamentables constatations.

Dans le ressort de Bruxelles, 12.866 affaires sont sans solution, quoique l'instruction en soit finie !

Le mal, ici, est peut-être plus grave, si la répression du coupable doit être rapide pour être exemplaire et efficace, l'acquiescement de l'innocent, la libération du détenu qui sera reconnu non coupable devraient être plus rapides encore.

Il y a donc aujourd'hui 33.506 affaires en retard dans le ressort de Bruxelles !

Le ressort de Liège ne présente pas non plus un bilan favorable, encore qu'il soit moins déficitaire.

Rien qu'à la Cour d'appel, il y a 1.004 affaires en retard, civiles et correctionnelles.

Les tribunaux du ressort accusent 8.673 affaires civiles et pénales qui, normalement, eussent dû être jugées, beaucoup depuis longtemps.

Le ressort de Gand présente un arriéré très impressionnant, encore que, jusqu'aujourd'hui, il n'ait pas envoyé de statistiques précises au Département.

Si nous examinons les arriérés par arrondissement, nous sommes contraints de signaler celui du tribunal d'Anvers : 10.822 affaires; celui du tribunal de Bruxelles : 8.693; celui du tribunal de Liège : 7.004; celui du tribunal de Charleroi : 4.995 affaires.

On comprend qu'une situation pareille menace de compromettre des intérêts privés extrêmement importants et d'entamer le prestige même de la justice.

Elle est intolérable; nous devons tout mettre en œuvre pour assurer les redressements qui s'imposent.

* * *

Peut-on imputer cette carence à la magistrature elle-même ?

Ce serait, à notre sens, une injustice.

Il faut se rappeler qu'en septembre 1945, on a tout sacrifié au profit de la répression de l'incivisme, au profit, par conséquent, des juridictions militaires.

Sait-on que, sur 65 magistrats que compte le tribunal de Bruxelles, 19 sont entièrement affectés à la justice militaire, 8 y siègent régulièrement comme magistrats suppléants ?

A la Cour de Liège, la proportion est plus forte encore : 13 magistrats assis sur 29 siègent à la Cour militaire ou au Conseil de guerre. 6 magistrats de parquet général sur 14 sont affectés aux auditorats.

A la Cour de Gand, on peut dire que la moitié des magistrats servent presque exclusivement la justice militaire, un tiers du Parquet de Gand est à la disposition de l'auditorat militaire.

Cette mutilation de la justice ordinaire au profit de la justice militaire, mutilation imposée légitimement par les nécessités impérieuses de la répression de l'incivisme, est, à notre sens, la cause principale de cet état de choses.

Il faut y ajouter les arriérés civils et pénaux de la guerre, le fait que les plaideurs sont souvent absents des prétoires ordinaires, étant retenus par des affaires importantes devant les juridictions militaires.

Il ne faut pas sous-estimer non plus, en matière pénale, la recrudescence de la criminalité.

23.329 affaires pénales nouvelles en 1938;

38.750 en 1946, soit une augmentation de plus du tiers !

En ce qui concerne le ressort de Liège et l'arrondissement de Liège, il faut mentionner l'influence néfaste qu'ont eue sur l'Administration de la Justice les bombardements par V et l'offensive von Rundstedt, encore que vaillamment magistrats et avocats ont siégé souvent sous le vrombissement des bombes volantes.

La même observation vaut pour l'arrondissement et la ville d'Anvers.

CHAPITRE II.

Le bilan de la justice militaire.

Pour rendre à la justice ordinaire son cours normal indispensable, il faut donc avant tout lui rendre ses effectifs normaux.

Cette politique a été suivie par le Département et son rythme s'accélère au fur et à mesure que s'achève l'œuvre de la répression des crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat.

La justice militaire a, dans l'ensemble, à notre sens, bien accompli l'œuvre délicate et essentielle que le pays lui a confiée en septembre 1945. On connaît son bilan : 632.814 dossiers ont été ouverts par elle.

N'exagérons pas la portée de ce chiffre, car il comporte combien de doubles emplois et combien de dénonciations non confirmées ou jugées très vite fantaisistes.

Il comporte aussi tous les dossiers de la libération quand beaucoup d'arrestations, d'initiative des bourgmestres, en vertu de l'arrêté royal du 12 octobre 1918, ont été rétractées, suite à l'examen des commissions consultatives ou des auditeurs.

85.465 personnes ont été jugées, dont 7.324 seulement par défaut.

437.878 dossiers ont été terminés par un non-lieu ou une décision de sans suite.

Ce chiffre est impressionnant, non seulement parce qu'on se rappelle la durée des emprisonnements préventifs, mais aussi parce qu'il est dans la proportion de 5 à 1 avec les renvois devant la juridiction de jugement et dans la proportion de 7 à 1 avec le nombre de personnes mises en cause.

A l'heure actuelle, il ne reste plus que 3.386 affaires de crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat.

Cela représente un travail formidable et efficace qui dure sans arrêt depuis bientôt deux ans.

465 auditeurs militaires y ont contribué; ils ont, à notre sens, accompli avec patriotisme une mission difficile et bien servi le pays.

Est-ce à dire que leur œuvre et celle des juridictions militaires soient sans critique. Aucune œuvre humaine n'y échappe.

Nous ne prenons pas à notre compte celles qui sont systématiques ou inspirées par la méconnaissance de la nécessité patriotique de la répression de l'incivisme quelle que soit la forme.

Mais nous regrettons, avec les meilleurs patriotes, la diversité de la jurisprudence en la matière.

L'égalité des Belges devant la loi entraîne nécessairement l'égalité substantielle des sanctions pénales pour les mêmes crimes et délits.

Or, elle n'a pas toujours existé.

Dans le temps d'abord : il est évident que les premières condamnations et les condamnations qui ont suivi immédiatement le retour tragique de nos grands martyrs des bagnes allemands ont été infiniment plus sévères que celles qui ont suivi, surtout dans les derniers temps.

La diversité a existé aussi sur le plan territorial. Tel Conseil de guerre avait, dans des cas identiques, une jurisprudence moins sévère que tel autre.

Ce grief est vrai, il est regrettable du point de vue de la justice idéale, du point de vue de l'amendement du coupable et de l'apaisement de son milieu et même du point de vue de l'appréciation générale que se fait le public de la répression.

Il peut être corrigé avec prudence et discrétion et on envisage en ce moment sa correction.

CHAPITRE III.

La liquidation de la justice militaire.

Nous avons dit que, parmi les 465 magistrats militaires, beaucoup appartenaient aux juridictions ordinaires.

Il convient, maintenant que la tâche des Conseils de guerre est en voie d'achèvement, que ces magistrats retournent à ces juridictions où les attend avant tout l'apurement rapide de l'arriéré formidable que nous avons signalé.

Le Département est entré résolument dans cette voie.

Déjà la loi du 30 mai 1947 a supprimé les Conseils de guerre de Tongres, Louvain, Arlon, Ypres et Malmédy.

Le chiffre des auditeurs militaires est tombé de 465 à 308.

Le 8 juillet 1947, le Ministre de la Justice a déposé à la Chambre un projet de loi supprimant, à partir du 31 juillet, les Conseils de guerre de Charleroi, Courtrai, Malines, Nivelles, Turnhout, Verviers et Eupen.

Il en restera huit : à Bruxelles, Gand, Liège, Anvers, Hasselt, Bruges, Namur et Mons.

Il entre dans les intentions du Département de réduire encore ce nombre à 3, soit à Bruxelles, Gand et Liège, au plus tard le 31 juillet 1950.

Il y aura donc un retour important de magistrats détachés à l'auditorat vers les juridictions ordinaires.

Toutefois, il convient d'observer qu'il n'est pas actuellement question de toucher au personnel des Cours militaires.

Celles-ci, à l'heure présente, travaillent au rythme maximum, car l'œuvre de la répression de l'incivisme, au stade de la deuxième instance, est loin d'être achevée.

Au contraire, notre Cour militaire aujourd'hui comporte 23 Chambres, plus deux en Allemagne. Ce nombre devra immanquablement être majoré si l'on ne veut pas prolonger démesurément l'œuvre de la répression.

CHAPITRE IV.

La rééducation des inciviques.

On sait qu'il reste actuellement, dans nos prisons, presque 20.000 détenus pour crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'État.

Ils furent 65.000 vers mai 1945.

Nombreux sont les cas de libérations nanties de conditions résolutives qui doivent jouer rigoureusement dès la moindre défaillance.

On sait aussi que beaucoup de personnes poursuivies sont en liberté soit par le jeu de la condamnation transactionnelle, soit par suite de l'exécution de leur peine.

Enfin, on doit se rendre compte que tout condamné ou toute personne inquiétée représente un « milieu » de parents ou d'amis, que la répression souvent a aigri contre le pays et ses institutions.

C'est peut-être le problème le plus important à l'heure actuelle, du point de vue de l'avenir du pays : celui de la rééducation des inciviques et de leur réintégration prudente mais progressive dans la communauté nationale.

On sait qu'un service spécial a été créé, à cette fin, par l'honorable M. Lilar, Ministre de la Justice.

Il est rattaché à la 2^e Direction générale du Département et confié à la direction de M. le Conseiller Hanssens.

Ce haut magistrat a déjà rendu, à cet égard, et rendra certainement encore dans l'avenir d'immenses services au pays.

Nous lui avons demandé pour la Haute Assemblée une note sur l'activité de son service à la date du 8 juillet 1947.

Nous le remercions de tout cœur.

Voici cette note :

I.

Note sur l'organisation des services de la rééducation, du reclassement et des tutelles. (S.R.R.T.)

Il a été créé, pour l'application du programme exposé par M. le Ministre de la Justice Lilar, le 16 septembre 1946, un service spécial, nouveau jusque dans sa conception et ses méthodes de travail, le service dit S.R.R.T. (Service de la rééducation, du reclassement et des tutelles), lequel comprend deux sections distinctes.

De ces deux sections, *celle des Tutelles* a trouvé sa raison d'être dans l'évidente nécessité de ne pas abandonner complètement à eux-mêmes les condamnés inciviques libérés.

Il importe que, dès sa libération, l'intéressé soit soumis à la surveillance discrète, compréhensive et vigilante d'un citoyen bénévole qui, choisi par le S.R.R.T. ou proposé à celui-ci par le Comité de patronage ou par le Juge de paix, à raison de ses qualités civiques, a accepté d'être désigné, dans l'arrêté ministériel de libération conditionnelle d'un condamné incivique, comme étant chargé de la tutelle de celui-ci.

Entièrement bénévoles, ces tutelles requièrent de ceux qui s'en acquittent un dévouement effectif et non simplement verbal.

Du 3 novembre 1946 au 26 juin 1947, il a été constitué par le S.R.R.T. : 8.800 tutelles.

L'autre section du S.R.R.T. s'occupe de suggérer, promouvoir, organiser, diriger, surveiller les activités de toute nature utiles à la réalisation, toujours plus complète et dans tous les domaines tant pénitentiaires qu'extra et post-pénitentiaires, de l'œuvre de la *rééducation* et du *reclassement* des condamnés pour infraction à la Sûreté extérieure de l'Etat.

Cette action vaut au S.R.R.T. de recevoir quotidiennement un courrier fort abondant lui arrivant, de tous les coins du pays, des condamnés, détenus ou libérés. A ce courrier, il est toujours répondu et donné suite, ce qui contribue largement à assurer au S.R.R.T. un crédit particulier auprès des condamnés et à corriger chez chacun de ceux-ci l'opinion déprimante qu'il est oublié de l'Administration.

Les 3.459 dossiers individuels constitués au service dans les six premiers mois de son existence en contiennent des preuves évidentes. (A ce jour : 3.809 dossiers.)

C'est également par ces contacts que le S.R.R.T. découvre les situations familiales souvent précaires ou même tragiques auxquelles il importe, par souci d'humanité et dans l'intérêt bien compris de la nation, de porter remède discrètement et d'urgence.

L'action du service peut ainsi se développer dans le domaine social.

II.

Le S.R.R.T. a, en outre, la responsabilité des activités éducatives qui s'exercent à son initiative et sous son haut contrôle dans les différents centres pénitentiaires pour inciviques, sous forme de cours, conférences, manifestations récréatives ou journaux, etc.

Le S.R.R.T. s'occupe actuellement de la création dans au moins six centres pénitentiaires du pays, de *centres d'éducation professionnelle (C.E.P.)*, destinés à donner aux jeunes condamnés inciviques un minimum de formation indispensable et à aider ceux qui doivent changer de profession ou de métier. (Voir en annexes : les 22 et 23 mai 1947.)

*
* *
*

Une des premières applications du programme du 16 septembre 1946 a été la mise en œuvre du *travail volontaire de rachat* dans les charbonnages.

Le concept du *rachat par le travail* est inspiré de la notion du tort causé à la communauté nationale par l'infraction commise et de la préoccupation de permettre à l'auteur de ce tort de se réhabiliter par sa réparation.

Pour que cette réparation puisse avoir à l'égard de la communauté nationale l'effet de réhabiliter le coupable et à l'égard de ce coupable lui-même, l'effet de l'amender, c'est-à-dire de le guérir de sa faute ou des causes de celle-ci, il est indispensable que la réparation résulte d'un *travail personnel* du coupable, d'un *travail d'intérêt national nécessitant de sa part de durs et persévérants efforts*, qu'il accomplira *volontairement*, dans le dessein réfléchi de réparer sa faute et de *s'en racheter* auprès de la nation.

L'Administration s'efforce le plus possible d'étendre à d'autres entreprises que les charbonnages le régime du travail rachat, tant dans l'intérêt des détenus eux-mêmes que dans celui de la communauté nationale qui ne peut que gagner à cette main-d'œuvre qui s'avère de rendement favorable.

Quant aux femmes condamnées, elles ont été mises le plus possible au travail dans des usines. Mais pour celles d'entre elles qui en paraissent le plus dignes, le S.R.R.T. organise, une fois qu'elles ont purgé plus du tiers de leur peine, une mise au travail rachat, sous forme de placement individuel, dans des hôpitaux, cliniques, homes d'enfants, colonies scolaires, communautés

religieuses, etc. où, confiées à la vigilance particulière de la directrice, elles habitent et remplissent l'emploi *salarie* de servante, aide-ménagère, etc., s'acquittant ainsi d'un travail socialement utile qui les préparera mieux qu'aucun autre à se reclasser.

Nous joignons en annexe à ce rapport :

1^o les instructions envoyées par le Département aux directeurs des prisons et des centres d'internement relatives aux centres d'éducation professionnelle des condamnés pour infractions contre la sûreté de l'Etat;

2^o les mêmes instructions complémentaires adressées par M. Hanssens;

3^o les instructions données par M. Hanssens à ceux qui acceptent la tutelle des condamnés pour infractions à la sûreté de l'Etat.

CHAPITRE V.

L'oeuvre déjà réalisée par le Département.

Il n'est pas sans intérêt, pour suivre la politique du Département depuis la libération, de relater, en les faisant suivre d'une courte notice interprétative, les divers projets d'initiative gouvernementale qui ont été présentés à la Chambre et au Sénat depuis la législature actuelle.

PROJETS GOUVERNEMENTAUX DÉPOSÉS EN 1946 ET 1947.

I. — *Sénat.*

1. Projet de loi relatif à la compétence des juridictions militaires en matière de crimes de guerre. — Déposé le 8 octobre 1946, n^o 114 du Sénat.

Ce projet est devenu la loi du 20 juin 1947.

2. Projet de loi concernant les délais de paiement et modifiant la loi du 15 août 1854 sur l'expropriation forcée. — Déposé le 8 octobre 1946, sous le n^o 115.

Ce projet a pour objet de prévoir certaines mesures destinées à sauvegarder les intérêts des débiteurs et des créanciers, notamment en raison des nécessités de la réorganisation économique du pays.

3. Projet de loi modifiant la loi du 21 ventôse, an IX, déterminant la portion saisissable sur les traitements des fonctionnaires publics et employés civils. — Déposé le 8 octobre 1946, sous le n^o 116.

Il s'agit de la réadaptation de la législation en vigueur en matière de saisie, eu égard aux péréquations des traitements qui se sont succédé depuis la première guerre mondiale.

4. Projet de loi concernant le traitement des magistrats de l'Ordre judiciaire. — Déposé le 26 novembre 1946, sous le n^o 15.

Ce projet a pour objet la péréquation des traitements des magistrats de l'Ordre judiciaire.

5. Projet de loi déterminant les conditions dans lesquelles peuvent être légitimés les enfants dont les parents se sont trouvés, par suite de la guerre, dans l'impossibilité de contracter mariage.

Ce projet fut déposé le 24 décembre 1946 (n° 40).

6. Projet de loi complétant le chapitre IV du titre 5 du Livre I^{er} du Code civil relatif aux demandes en nullité de mariage.

Ce projet fut déposé le 16 janvier 1947 (n° 50).

Ce projet a pour objet de faciliter la déclaration de nullité des mariages fictifs contractés sous l'occupation en vue d'arracher des proies à l'ennemi.

7. Projet de loi modifiant et complétant l'arrêté-loi du 12 mars 1945 portant des dispositions exceptionnelles et temporaires en matière de baux à loyer.

Ce projet fut déposé le 11 février 1947 (n° 82).

Il a pour objet la répression du marché noir des loyers par :

- a) l'exclusion du cadenas de certains immeubles;
- b) une certaine augmentation de loyer;
- c) la suppression de la prorogation judiciaire;
- d) la réquisition d'immeubles vides.

8. Projet de loi concernant le traitement des greffiers des cours, tribunaux et justices de paix. — Ce projet fut déposé le 11 février 1947 (n° 83).

Ce projet a pour objet la réadaptation des traitements des greffiers des cours et tribunaux.

9. Projet de loi suspendant temporairement certaines exécutions en matière de baux à loyer. — Ce projet fut déposé le 22 avril 1947 (n° 125).

Ce projet, qui devient la loi du 12 mai 1947, fut rendu nécessaire par le dépôt du projet modificatif de la législation sur les loyers en vue d'éviter toute spéculation et d'empêcher des expulsions qui ne pourraient plus se produire sous le régime de la loi nouvelle.

10. Projet de loi relatif aux indemnités à accorder aux magistrats suppléants, remplissant régulièrement des fonctions de magistrats effectifs par application de la loi du 5 mars 1935 concernant les devoirs des fonctionnaires en temps de guerre.

Ce projet a pour objet d'accorder une rémunération aux magistrats suppléants exerçant régulièrement des fonctions de magistrats effectifs alors que, dans l'intention primitive du législateur, leurs prestations devaient être rares.

11. Projet de loi relatif à l'épuration civique. — Déposé le 26 juin 1947 (Doc. Sénat n° 215). — Ce projet a pour objet de substituer à l'arrêté-loi du 19 septembre 1945, une législation tenant compte de l'expérience et conforme à l'équité et aux intérêts généraux du pays.

II. — *Chambre.*

1. Projet de loi modifiant l'article 9 de l'arrêté-loi du 26 mai 1944 relatif à la compétence et à la procédure en matière de crimes et de délits contre la sûreté de l'Etat.

Ce projet fut déposé le 29 mai 1946, sous le n° 99.

Ce projet est devenu la loi du 7 novembre 1946.

2. Projet de loi modifiant l'article 18bis des lois coordonnées sur la nationalité. — Déposé le 25 juin 1946, sous le n° 137.

Il s'agit de la déchéance des Belges qui ne tiennent pas leur nationalité d'un auteur belge au jour de leur naissance ou qui tiennent leur nationalité d'un auteur belge qui, lui-même, a acquis cette qualité autrement que par filiation et qui ont manqué gravement à leurs devoirs de citoyens belges.

3. Projet de loi autorisant les femmes à exercer la profession d'avoué. — Déposé le 25 juin 1946, sous le n° 138.

Ce projet est devenu la loi du 1^{er} février 1947.

4. Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 5 août 1943 conférant compétence exceptionnelle aux juridictions belges concernant certains crimes ou délits commis en temps de guerre hors du territoire national. — Déposé le 25 juin 1946, sous le n° 139.

Ce projet est devenu la loi du 30 avril 1947.

5. Projet de loi relatif à l'imputation des internements ordonnés en vertu de l'arrêté-loi du 12 octobre 1918 sur la durée des peines privatives de liberté, prononcées du chef de certaines infractions. — Déposé le 25 juin 1946, sous le n° 140.

Il s'agit d'une mesure d'équité, laquelle demande qu'un internement administratif soit imputé sur la durée des peines comportant privation de liberté.

6. Projet de loi complétant l'article 9 du Code pénal. — Déposé le 26 juin 1947, sous le n° 41.

Il s'agissait de permettre au Ministre de la Justice de déterminer les conditions et le lieu de chaque exécution d'une condamnation à mort.

Ce projet fut voté par la Chambre des Représentants et rejeté le 26 juin 1947 par le Sénat.

7. Projet de loi modifiant la loi du 24 octobre 1902 concernant le jeu. — Déposé le 5 février 1947, sous le n° 147.

Ce projet a pour objet de maintenir et d'autoriser dans certaines communes, l'exploitation de jeux tout en en réglementant le fonctionnement.

8. Projet de loi relatif à la procédure devant la Cour de cassation et complétant l'article 40 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire. — Déposé le 5 février 1947, sous le n° 148.

Ce projet a pour objet de déclarer recevable le pourvoi en cassation formé après le rejet d'un premier pourvoi si, sur le second, la Cour constate que le

premier n'était entaché d'aucune nullité que celle résultant d'une contravention à la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

9. Projet de loi apportant des modifications à la loi du 15 mai 1912 sur la Protection de l'Enfance. — Déposé le 13 février 1947, sous le n° 179.

Ce projet tend à assurer un recrutement rationnel des délégués permanents à la protection de l'Enfance et à rendre leur collaboration féconde en les dotant d'un statut qui permet au Gouvernement de leur accorder les avantages et garanties dont jouissent actuellement les fonctionnaires de l'Etat.

10. Projet de loi portant suppression de certains Conseils de guerre permanents. — Déposé le 29 avril 1947, sous le n° 286.

Ce projet est devenu la loi du 30 mai 1947.

11. Projet de loi portant interprétation de l'article 1^{er} de la loi du 12 mai 1947 suspendant temporairement certaines exécutions en matière de baux à loyer. — Déposé le 22 mai 1947, sous le n° 334.

Ce projet est devenu la loi du 30 mai 1947 et avait pour objet d'empêcher les expulsions consécutives à une mauvaise interprétation de la loi du 12 mai 1947.

12. Projet de loi prorogeant la loi du 12 mai 1947 suspendant temporairement certaines exécutions en matière de baux à loyer. — Déposé le 18 juin 1947, sous le n° 397.

Ce projet est devenu la loi du 27 juin 1947.

13. Projet de loi sur la légitimation des enfants dont les parents ont contracté mariage à l'étranger pendant la guerre. — Déposé le 18 juin 1947, sous le n° 398.

Il s'agit d'une mesure d'équité qui trouve sa justification dans les circonstances exceptionnelles qui sont la conséquence inéluctable de la confusion née de la guerre.

PROJETS DÉPOSÉS LE 8 JUILLET 1947.

1. Projet de loi relatif à l'âge minimum des magistrats.

2. Projet de loi portant suppression de certains Conseils de guerre permanents.

3. Projet de loi relatif aux magistrats autorisés à accepter une fonction dans un organisme international.

Ce projet a pour objet de permettre aux magistrats désignés pour faire partie d'organismes internationaux, de conserver leurs droits dans la magistrature en Belgique.

CHAPITRE VI.

Il existe au Département des plans de réformes d'avenir qui sont l'objet d'études de la part des juristes du Ministère et dont quelques-unes revêtent déjà la forme d'un projet homogène.

Signalons les principales :

A.

Le Département étudie la rétribution des magistrats suppléants, de tribunaux et justices de paix, à condition qu'ils soient astreints à des prestations fixes et effectives.

B.

Le Ministère aussi a sur le chantier un projet de refonte de la loi de 1912 sur la protection de l'Enfance, étendant notamment la compétence pénale du juge des enfants jusqu'aux mineurs de 21 ans et organisant la stabilité et la valorisation de la carrière de ces magistrats.

C.

Le Département met la dernière main à un projet établissant des substituts du Procureur du Roi « itinérants » auprès des tribunaux de police.

D.

Le Ministère a entrepris la réforme générale de la loi sur la société anonyme dans le sens de la protection des intérêts des actionnaires, de leur représentation plus effective et de l'établissement d'un contrôle réel et efficace.

Nous avons signalé au Département qu'il fallait y intégrer juridiquement la représentation des travailleurs ouvriers et employés, du personnel de maîtrise et de la direction technique.

E.

Le Département prépare une coordination « moderne » de la législation éparsée et vieillie, relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique.

F.

Le Département entend aussi réorganiser le statut de la sûreté de l'Etat.

G.

Un projet important visant le mode de recrutement de la magistrature est à l'étude. Il prévoit un système d'épreuve et de stage auquel le Ministre de la Justice a fait allusion lors de la discussion de son budget, à la Chambre.

De même, la consultation des Barreaux sera organisée pour la nomination des magistrats d'instance et d'appel.

H.

En droit pénal, dès que sera votée la proposition de loi relative à la condamnation conditionnelle, le Département envisage un projet établissant un système de protection et de liberté surveillée, inspiré par les dernières études de l'Union de droit pénal.

I.

Enfin, sur le plan civil, le Ministère a préparé une refonte de la législation sur les droits et devoirs respectifs des époux dans le sens de l'émancipation de la femme mariée et de l'égalité des conjoints.

* * *

Le présent rapport a été adopté à l'unanimité.

Le Rapporteur,
C. LOHEST.

Le Président,
H. ROLIN.

ANNEXES.

2^e DIRECTION GÉNÉRALE

Bruxelles, le 22 mai 1947.

Condamnés pour infractions
contre la Sûreté de l'Etat

Organisation de Centres
d'Education Professionnelle
(C. E. P.)

*A Messieurs les Directeurs des prisons
et des centres d'internement.*

S. R. R. T.

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

Dans la plupart des établissements, des cours et conférences ou causeries sont donnés aux détenus.

Ce sont là d'excellentes initiatives qu'il importe d'encourager et dont il faut féliciter tous ceux qui, à un titre quelconque, contribuent à leur réalisation.

Toutefois, cet enseignement fragmentaire est insuffisant pour assurer la réadaptation de jeunes condamnés qui manquent de formation intellectuelle ou professionnelle, et de ceux que leur condamnation, leur invalidité ou toute autre raison empêchera de reprendre leur ancienne profession et qui doivent se préparer à en exercer une nouvelle.

* * *

Pour remédier à cette situation, des enseignements spéciaux seront donnés, dans le plus bref délai possible, dans certains établissements appropriés à cette fin :

A. — ENSEIGNEMENT TECHNIQUE.

1^o *Section commerciale :*

Développement de la culture générale et préparation aux carrières commerciales ou de bureau.

2^o *Section industrielle :*

Développement de la culture générale et préparation à diverses carrières techniques, par exemple : mécanicien, dessinateur-mécanicien, électricien, dessinateur-électricien, technicien-électricien (à réaliser selon les besoins et les possibilités matérielles).

B. — ENSEIGNEMENT ARTISANAL :

préparant aux différents métiers dont l'apprentissage ou le perfectionnement peut s'acquérir dans certains ateliers pénitentiaires, par exemple : menuisier, cordonnier, tisserand, imprimeur, tailleur, horloger.

Ces enseignements, donnés dans les deux langues nationales, s'inspireront autant que possible des programmes officiels de ces études. Ces programmes seront complétés, pour chacun de ces enseignements, par des entretiens et des échanges de vues dont le but sera de mieux faire connaître aux détenus la Belgique, ses institutions, ses richesses, son passé, son rôle dans la civilisation et ses possibilités d'avenir, afin de leur faire mieux comprendre leurs raisons d'attachement et leurs devoirs envers elle.

Les honoraires seront établis par la Direction de l'établissement en conformité avec ces programmes et soumis à l'approbation du S.R.R.T. Les horaires de l'enseignement technique réserveront une partie du temps à des travaux manuels autant que possible d'utilité générale.

Seront désignés pour suivre les cours d'un C.E.P. les détenus *'méritants* qui, ayant encore *deux ans de détention à faire*, manquent de formation intellectuelle ou professionnelle suffisante, ou qui doivent se préparer à exercer après leur libération une profession nouvelle.

Exceptionnellement pourront être admis dans une section artisanale, les détenus qui, se destinant à un métier manuel, n'auront plus *qu'un an* de détention.

Seront désignés pour donner un ou des cours dans un C.E.P. des détenus choisis à raison de leurs aptitudes intellectuelles et morales et dont l'amendement paraîtra satisfaisant. Ces détenus professeurs pourront être assistés dans leur action par d'autres détenus désignés comme moniteurs, à raison de leur valeur morale et de l'ascendant favorable qu'ils exercent sur leurs co-détenus.

La désignation de ces professeurs et moniteurs, comme celle des détenus appelés à suivre les cours, sera faite par le S.R.R.T. après accord avec la Direction de l'établissement où ils se trouvent et, le cas échéant, sur proposition de celle-ci.

Même si ces détenus exercent dans l'institution une activité utile, la Direction les signalera à l'attention du S.R.R.T. en mentionnant cette activité. Car l'intérêt d'assurer au mieux le reclassement des détenus devra, en toutes circonstances, primer l'intérêt de les voir rendre service à la communauté pénitentiaire.

Le S.R.R.T. est chargé de la mise en œuvre immédiate des présentes directives. Il vous adressera à cet effet toutes instructions nécessaires.

Je vous prie instamment de lui faciliter l'exécution de sa mission.

(83 R/VIII/4/5).

Pour le Ministre :
Le Secrétaire Général,
P. CORNIL.

2^e DIRECTION GÉNÉRALE

Bruxelles, le 23 mai 1947.

Condamnés pour infractions
contre la Sûreté de l'Etat

Organisation de Centres
d'Education Professionnelle
(C. E. P.)

*A Messieurs les Directeurs des prisons
et des centres d'internement.*

S. R. R. T.

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

En vue de l'organisation des Centres d'Education Professionnelle (C.E.P.), telle qu'elle vous a été annoncée par M. le Secrétaire Général Cornil dans sa lettre du 22 mai 1947 et pour vous permettre de répondre utilement aux demandes que j'ai l'honneur de vous faire ci-après, je crois utile de vous exposer ce qui suit :

1. Des cours de langues, des entretiens sur l'histoire et la géographie de Belgique, l'histoire de l'art et la littérature belges, les institutions nationales, sont prévus pour compléter la culture générale et susciter chez les détenus l'attachement au pays. Ces cours et entretiens ne pourront être confiés qu'à des docteurs en droit, des docteurs ou licenciés en philosophie et lettres, en histoire, en histoire de l'art et archéologie, en sciences sociales, à des régents littéraires ou des régents en langues germaniques, à des instituteurs.

2. *Dans la section commerciale de l'enseignement technique*, outre les cours de commerce, de comptabilité, de dactylographie et de sténographie, sont prévus des cours de mathématiques, de droit et de géographie économique qui seront faits par des licenciés en sciences commerciales, des comptables, des docteurs ou licenciés en sciences physiques et mathématiques, des docteurs en droit, des régents scientifiques.

De bons sténographes et dactylographes seront également nécessaires.

Dans la section industrielle de l'enseignement technique, outre les cours théoriques organisés comme ci-dessus, des cours pratiques de mécanique et de manipulations électriques seront confiés à des ingénieurs, des officiers ou des ingénieurs techniciens. Parmi ceux-ci, la préférence sera donnée aux professeurs d'enseignement industriel.

3. *L'enseignement artisanal* comprendra des sections pour menuisiers, cordonniers, tisserands, imprimeurs, tailleurs, éventuellement une section agricole (culture maraîchère, arboriculture, horticulture). L'apprentissage pratique sera complété, dans la mesure des besoins et des possibilités, par certains cours théoriques à déterminer ultérieurement.

Dès à présent, il est fait appel aux ingénieurs agronomes.

Pour permettre au S.R.R.T. de désigner d'une part les détenus qui seront admis à suivre les cours de l'un de ces groupes éducatifs, et d'autre part, les détenus appelés à prendre une charge de professeurs ou de moniteurs dans ces mêmes groupes, je vous prie de bien vouloir m'adresser *au plus tard dans les dix jours* de la présente :

1° une liste nominative des détenus qui vous paraissent réunir les conditions précisées par M. le Secrétaire Général Cornil pour être admis à suivre les cours de l'un des groupes éducatifs ci-dessus. A cette liste, vous voudrez bien joindre pour chacun de ces détenus un état 58 et, autant que possible, une copie de l'exposé des faits.

Vous mentionnerez aux observations la profession ou le métier que le détenu vous aura dit vouloir exercer ou qui vous paraîtra devoir lui convenir ;

2° une liste des détenus qui vous sembleront réunir les conditions de la lettre du 22 mai 1947 et celles précisées ci-dessus, et qui accepteraient de se voir confier la tâche de professeur ou de moniteur dans un C.E. Cette liste indiquera les noms, prénoms, âge et profession ou titres scientifiques de ces détenus, que le S.R.R.T. visitera chez vous, s'il estimait devoir retenir leur candidature.

Si, parmi vos détenus, se trouvaient des spécialistes en orientation professionnelle, veuillez me les signaler en m'indiquant leurs titres.

Veuillez faire de même pour les architectes, les dessinateurs industriels et publicitaires, les décorateurs.

Si l'enseignement d'autres métiers vous était demandé, vous voudrez bien les mentionner ainsi que les candidats élèves, professeurs et moniteurs pour de telles activités.

SERVICE DES TUTELLES

Bruxelles, le 13 juin 1947.
Avenue Louise, 491.

Litt. : T. I. n° 125

MONSIEUR,

En réponse à votre lettre du 1^{er} juin 1947, j'ai l'honneur de vous donner ci-dessous quelques indications relatives aux droits et devoirs des personnes qui acceptent d'assurer la tutelle des condamnés pour infractions à la sûreté de l'Etat.

Le tuteur collaborera à la rééducation civique et au reclassement des personnes dont le manque de formation civique a été une des causes de leurs infractions.

Cette rééducation et ce reclassement sont, autant que possible, préparés pendant la détention. Mais si même cette préparation pouvait avoir été suffisante, il reste toujours indispensable d'en vérifier les effets et de s'assurer, par une *surveillance vigilante, mais toujours discrète et compréhensive* du libéré, que celui-ci ne retourne pas à ses anciens errements et, par sa conduite, se montre digne de la libération anticipée, dont la faveur lui a été accordée.

Il est indispensable aussi que les difficultés de reclassement que le libéré rencontre trop souvent ne découragent pas ses bonnes dispositions et ne fassent point de lui un désespéré, un révolté ou un aventurier qui, tôt ou tard, deviendrait un ennemi de notre communauté nationale ou une épave à la charge de celle-ci.

Le tuteur remplit cette mission de confiance et d'intérêt national d'assurer la surveillance et l'assistance du libéré. En le faisant, il s'acquitte lui-même d'un devoir hautement civique.

Lors de sa mise en liberté, le condamné s'engage à respecter les conditions auxquelles sa libération est subordonnée. L'acceptation et l'observance de la tutelle par le libéré est l'une de ces conditions. Celles-ci sont mentionnées dans le carnet de libération conditionnelle qui est remis au libéré par le bourgmestre de sa commune. Le tuteur peut évidemment exiger de prendre connaissance de ce carnet.

La tâche du tuteur exige de sa part autant de tact que d'objectivité. Il doit obtenir la confiance de son pupille, auquel il apparaîtra comme un guide et un conseiller sûr autant que comme un gardien attentif et compréhensif.

Le tuteur rendra visite à son pupille et se tiendra en contacts assez fréquents avec lui pour acquérir une connaissance exacte de son comportement, de sa situation, de ses fréquentations et de son milieu.

Le pupille, de son côté, lui fournira tous les renseignements nécessaires à la rédaction du rapport trimestriel que le tuteur est prié d'adresser régulièrement à mes services.

Le tuteur tâchera, autant que possible, d'influencer favorablement les dispositions morales et civiques de son pupille. Il l'encouragera et, au besoin, lui fera des remontrances nécessaires.

Le rapport destiné au service sera toujours objectif et devra signaler tout écart de conduite. Il pourra même, dans certains cas, proposer la réincarcération du pupille.

L'intervention du tuteur est souvent souhaitable dans la recherche du travail pour l'intéressé. Il doit l'y aider et s'il ne parvenait à aucun résultat, le tuteur en informera le service qui, autant que possible, l'assistera dans ses efforts.

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler que si le pupille tâchait de se soustraire à la tutelle ou aux conditions de sa libération, celle-ci pourrait être révoquée.

J'espère, Monsieur, que ces quelques indications vous inciteront à vous charger des tutelles pour lesquelles M. le Juge de paix du 3^e canton à Bruges a proposé votre désignation. Votre qualité de prisonnier politique NN. me garantit que cette désignation est des plus heureuses et j'attacherais grand prix à apprendre de vous que vous l'avez acceptée. D'avance, je vous en remercie très vivement comme aussi de votre concours qui, grâce à l'intelligence et au cœur que vous y apporterez, ne peut manquer d'être particulièrement bienfaisant.

Veillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération très distinguée.

Pour le Ministre :
Le Directeur délégué,
W. HANSSENS.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1946-1947.

VERGADERING VAN 15 JULI 1947.

Verslag uit naam van de Commissie van Justitie belast met het onderzoek van het Wetsontwerp houdende de Begroting van het Ministerie van Justitie voor het dienstjaar 1947.

(Zie de nrs 4-V, 212, 337 (zitting 1946-1947) en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 17, 18, 19, 20 en 26 Juni 1947); n^r 206 (zitting 1946-1947) van de Senaat.)

Aanwezig : de hh. ROLIN, voorzitter, ANCOT, DERBAIX, D'HONDT, FONTEYNE, KLUYSKENS, MAZEREEL, PHOLIEN, RONSE, SIRONVAL, Mevr. SPAAK, de hh. VAN REMOORTEL, VAN ROOSBROECK, VERBAET en LOHEST, verslaggever.

MEVROUWEN, MIJNE HEREN,

Het ligt in de traditie, dat het verslag over de begroting van Justitie een studie is van de tegenwoordige richting, die het Bestuur van Justitie uitgaat.

Het verslag over diezelfde begroting, dat in de Kamer werd opgemaakt door de geachte h. Lambotte, heeft vooral, en zulks op merkwaardige wijze, een studie gemaakt van het werk, dat door de militaire rechtscolleges in zake bestraffing van het incivisme is volbracht.

Namens de Senaatscommissie van Justitie hadden wij onze studie gaarne gericht op de rol van de gewone rechtscolleges in dezelfde periode, en vooral op de inspanning, welke het departement thans doet, om de uitzonderingsrechtsmachten langzamerhand uit te schakelen en het gerecht weer in normale banen te leiden.

In der waarheid ware dit een aanvullende studie geweest, die normaal moest aansluiten op het verslag van de Kamer, zodat wij een nagenoeg volledige geschiedenis van het gerecht in België sedert de bevrijding zouden verkregen hebben.

Wij hadden nog liever een studie gemaakt van de hervormingen, die op burgerlijk en strafrechtelijk gebied in onze wetgeving sedert het einde van de tweede wereldoorlog ingevoerd zijn, vooral van die hervormingen, welke het Parlement thans aan het behandelen is, en zelfs van die, welke het departement van Justitie wil doorzetten.

Dan had men niet alleen het hedendaagse Belgische recht statisch kunnen overzien, maar vooral de snelle algemene ontwikkeling kunnen volgen naar democratischer en menselijker formules, die het heden ten dage kenmerken.

Wij hebben van dat werk moeten afzien, omdat de nodige tijd ons ontbrak.

Wij hadden slechts enkele dagen om dit verslag op te maken. Wij zijn dan ook gedwongen geweest de synthese, die wij aan de Commissie en aan de Hoge Vergadering hadden willen voordragen, uitermate te bekorten.

EERSTE HOOFDSTUK.

De gewone rechtbanken : de achterstand.

Het lijdt geen twijfel, dat het rendement van het Bestuur van Justitie zeer te kort schiet in burgerlijke en strafrechtelijke zaken, de meeste kantonale rechtbanken uitgezonderd.

Als wij zeggen te kort schiet, moet zulks niet begrepen worden in kwalitatieve zin.

Onze vonnissen en arresten worden in het algemeen zeer goed gewezen.

Het beste bewijs daarvan is gelegen in het betrekkelijk klein aantal zaken, waarvoor in hoger beroep kan gegaan worden en die aan het Hof van Beroep onderworpen worden, alsmede in het vrij gering aantal voorzieningen in verbreking.

Voorziening in het belang van de wet, buitengewoon beroep op grond van het Wetboek, komen in België practisch niet voor.

Bovendien wordt onze rechtspraak met gezag aangehaald in buitenlandse rechtsbladen en toegelicht in vele instituten voor vergelijkende rechtsstudie.

De tekortkoming is niet kwalitatief, doch zeer kwantitatief.

Al dagtekenen de klachten over de traagheid van het gerecht niet van heden, moet toch erkend worden, dat de rechtsonderhorigen nooit wettiger grieven in dat opzicht hebben kunnen doen gelden, sedert 117 jaar, dat ons huidig rechtssysteem werkt.

Wij kunnen hiervan treffende en treurige voorbeelden noemen.

Binnen het gebied van het Hof van Beroep te Brussel, zijn er 20.640 burgerlijke zaken met een al te grote vertraging.

Wat al zedelijke, familiale en geldelijke belangen, vaak van het grootste gewicht, zijn en blijven er niet hangende, zonder zekere en nauwkeurige termijnen van afhandeling !

Wat al voornamen belangen kunnen er soms voor goed geschaad worden !

Degenen, die te kwader trouw pleiten, hebben het nu gemakkelijk; degenen, die te goeder trouw pleiten, wanhopen en zien vaak af van de verdediging van hun meest gewettigde belangen.

Een dergelijke toestand is onduldbaar, en de openbare orde komt er ernstig door in het gedrang.

Als wij ons onderzoek richten op het strafrechtelijk gebied, komen wij tot dezelfde betreurenswaardige bevindingen.

Binnen het gebied van Brussel, is voor 12.866 zaken nog geen oplossing gevonden, hoewel het vooronderzoek beëindigd is !

De kwaal is hier wellicht nog erger, als men bedenkt, dat de bestraffing van de schuldigen snel moet plaats vinden, indien ze voorbeeldig en doeltreffend wil zijn; de vrijspraak van de onschuldige, de vrijlating van de gevangene, die onschuldig wordt bevonden, zou nog sneller van de hand moeten gaan.

Er zijn dus op heden nog 33.506 zaken hangende binnen het gebied van Brussel!

Ook voor het rechtsgebied van Luik is de balans niet gunstig, hoewel de achterstand daar kleiner is.

Alleen al op het Hof van Beroep, zijn er 1.004 zaken ten achter, zowel burgerlijke als boetstraffelijke.

De rechtbanken hebben nog 8.673 burgerlijke en strafrechtelijke zaken af te handelen, die, normaal gesproken, reeds moesten gevonnist zijn, en vele daarvan sedert lange tijd.

In het rechtsgebied van Gent is ook een zeer aanzienlijke achterstand, al heeft het departement daarover tot dusver nog geen nauwkeurige statistieken ontvangen.

Als wij de achterstand nagaan per arrondissement, zijn wij verplicht te wijzen op de rechtbank van Antwerpen : 10.822 zaken, de rechtbank van Brussel : 8.693; de rechtbank van Luik : 7.004, de rechtbank van Charleroi : 4.995 zaken.

Het is te begrijpen, dat een dergelijke toestand uiterst gewichtige private belangen in gevaar dreigt te brengen, en zelfs het aanzien van het gerecht kan aantasten.

Dat is onduidbaar; wij moeten alles in het werk stellen om deze zaken waar nodig in orde te brengen.

* * *

Mogen deze tekortkomingen aan de magistratuur zelf toegeschreven worden ?

Dat ware, naar ons oordeel, een onrechtvaardigheid.

Men moet bedenken, dat in September 1945 al het werk is blijven liggen ten voordele van de bestraffing van het incivisme, dus ten voordele van de militaire rechtbanken.

Is het u bekend, dat van de 65 magistraten bij de rechtbank van Brussel er 19 zich geheel en al wijden aan de militaire rechtspraak, en dat 8 er van regelmatig zetelen als plaatsvervangende magistraten ?

Bij het Hof van Luik is die verhouding nog hoger : 13 van de 29 zittende magistraten zetelen in het militair gerechtshof of in de Krijgsraad; 6 van de 14 magistraten van het algemeen parket zijn verbonden aan de auditoraten.

Bij het Hof te Gent dienen om zo te zeggen de helft van de magistraten bijna uitsluitend het militair gerecht, terwijl een derde van het Gentse parket ter beschikking staat van het Krijgsauditoraat.

Deze vermindering van de gewone rechtsmacht ten bate van het militaire gerecht, welke vermindering wettig beantwoordt aan de dwingende eisen van de bestraffing van het incivisme, is, naar ons gevoelen, de hoofdoorzaak van deze toestand.

Hierbij komt nog de burgerlijke en strafrechtelijke achterstand van de oorlog het feit dat de advocaten veelal niet kunnen verschijnen in de gewone rechtbanken, omdat zij in belangrijke zaken moeten pleiten voor de militaire rechtscolleges.

In strafzaken moet ook de hernieuwde opflakking van de misdadigheid niet onderschat worden.

23.329 nieuwe strafzaken in 1938;

38.750 in 1946, d.i. ruim een derde meer!

Ten aanzien van het rechtsgebied van Luik en van het arrondissement Luik, moet gewezen worden op de noodlottige invloed, welke de bombardementen met V-wapens en het offensief von Runstedt hebben uitgeoefend op de rechtsbedeling, hoewel de magistraten en advocaten dikwijls onder het ronken van de vliegende bommen koelbloedig bleven zetelen.

Deze zelfde opmerking geldt ook voor het arrondissement en de stad Antwerpen.

HOOFDSTUK II.

Balans van het militair gerecht.

Om het gewone gerecht weer in normale banen te leiden, moet het dus in de eerste plaats zijn normaal personeel terugkrijgen.

Het Departement heeft deze politiek gevoerd, en het tempo er van gaat steeds sneller, naarmate de bestraffing van de misdaden tegen de uitwendige veiligheid van de Staat dichter bij haar einde komt.

In het geheel genomen heeft het militair gerecht, naar ons oordeel, het moeilijke en allergewichtigste werk dat het land aan dat gerecht in September 1945 opgedragen heeft, goed volbracht. De balans is bekend : het heeft 632.814 dossiers geopend.

Laten wij de betekenis van dat cijfer niet te hoog aanslaan, want hoeveel dubbele dossiers van dezelfde zaak en hoeveel aanklachten, die niet bevestigd of al spoedig als uit de lucht gegrepen beschouwd werden, zijn in dat cijfer niet begrepen.

Het omvat ook alle dossiers van de bevrijding, toen vele aanhoudingen, op initiatief van de burgemeesters krachtens het koninklijk besluit van 12 October 1918, werden ingetrokken ingevolge het onderzoek van de commissies van advies of van de auditeurs.

Er zijn 85.465 personen gevonnisd, waarvan slechts 7.324 bij verstek.

Er zijn 437.878 dossiers gesloten met een buitenvervolginstelling of een beslissing « zonder gevolg ».

Het is een indrukwekkend cijfer, niet alleen omdat men zich de duur herinnert van de voorlopige hechtenissen, doch ook omdat het in een verhouding staat van 5 tot 1 met de verwijzingen naar een rechtsprekend rechtcollege en in een verhouding van 7 tot 1 met het aantal bij de zaak betrokken personen.

Thans blijven er nog slechts 3.386 zaken van misdaden en wanbedrijven tegen de uitwendige veiligheid van de Staat.

Dat vergt een ontzaglijk en doeltreffend werk, en het duurt dan ook reeds zonder onderbreking sedert bijna twee jaar.

465 krijgsauditeurs hebben hiertoe bijgedragen; zij hebben onzes inziens een moeilijke taak met veel vaderlandsliefde volbracht en het land goed gediend.

Is hiermee gezegd, dat op hun werk en op het werk van de militaire rechtscolleges geen aanmerkingen vallen? Geen mensenwerk ontsnapt daaraan.

Wij nemen niet voor onze rekening de kritiek, die stelselmatig uitgebracht wordt of zich laat leiden door miskenning van de patriotische noodzakelijkheid van bestraffing van het incivisme, in welke vorm ook.

Doch wij betreuren, samen met de beste vaderlanders, het verschil in de rechtspraak ter zake.

De gelijkheid van de Belgen voor de wet brengt noodzakelijk mede de wezenlijke gelijkheid van de strafsancties voor de zelfde misdaden en misdrijven.

Nu, die gelijkheid heeft niet altijd bestaan.

In de tijd, vooreerst : het is klaarblijkend dat de eerste veroordelingen en de veroordelingen die onmiddellijk volgden op de tragische terugkeer van onze grote martelaren uit de Duitse bagno's oneindig strenger geweest zijn dan degene die later uitgesproken werden, vooral in de laatste tijden.

Het verschil heeft eveneens bestaan volgens de streek. Een bepaalde Krijgsraad paste, voor gelijke gevallen, een rechtspraak toe die minder streng was dan een andere.

Het bezwaar is wezenlijk, het is te betreuren uit het oogpunt van de ideale rechtvaardigheid, uit het oogpunt van de verbetering van de schuldige en van het tot rust brengen van zijn milieu en zelfs uit het oogpunt van de algemene beoordeling die het publiek over de bestraffing maakt.

Het kan met voorzichtigheid en bescheidenheid verbeterd worden, en men neemt op dit oogenblik de verbetering er van op het oog.

HOFDSTUK III.

De liquidatie van het krijgsgerecht.

Wij hebben reeds gezegd dat, onder de 465 militaire magistraten, er vele tot de gewone rechtscollège's behoorden.

Het past, nu de taak van de Krijgsraden op haar einde loopt, dat die magistraten zouden terugkeren naar die rechtscollège's waar voor alles de vlugge aanzuivering van de overgrote achterstand die wij vermeld hebben, op hen wacht.

Het Departement is die weg met beslistheid opgegaan.

Bij de wet van 30 Mei 1947, werden de Krijgsraden van Tongeren, Leuven, Aarlen, Ieper en Malmédy reeds afgeschaft.

Het aantal Krijgsauditeurs is van 465 tot 308 teruggelopen.

Op 8 Juli 1947, heeft de Minister van Justitie bij de Kamer een wetsontwerp ingediend tot afschaffing, vanaf 31 Juli, van de Krijgsraden te Charleroi, Kortrijk, Mechelen, Nijvel, Turnhout, Verviers en Eupen.

Er zullen er 8 overblijven : te Brussel, Gent, Luik, Antwerpen, Hasselt, Brugge, Namen en Bergen.

Het ligt in de bedoeling van het Departement dit aantal nog te verminderen tot 3, te weten te Brussel, Gent en Luik, uiterlijk op 31 Juli 1950.

Er zullen dus een aanzienlijk aantal magistraten, die bij het auditoraat gedetacheerd werden, naar de gewone rechtscollèges terugkeren.

Evenwel dient opgemerkt dat er thans geen sprake van is aan het personeel van de militaire hoven te raken.

Deze werken thans in een maximum-tempo, want het werk van de bestrafing van burgerontrouw, in het stadium van de tweede aanleg, is nog verre van beëindigd.

Daarentegen omvat ons Militair hof thans 23 Kamers, plus twee in Duitsland. Dit aantal zal onvermijdelijk dienen verhoogd, indien men het werk der repressie niet uitermate wil doen aanslepen.

HOOFDSTUK IV.

Wederopvoeding van de incivieken.

Zoals men weet zijn thans nog nagenoeg 20.000 personen in onze gevangenissen gedetineerd wegens misdaden of wanbedrijven tegen de uitwendige veiligheid van de Staat.

In Mei 1945 waren er 65.000.

Talrijke gedetineerden werden in vrijheid gesteld, onder ontbindende voorwaarden, die onverbiddelijk worden toegepast bij de minste tekortkoming.

Het is ook bekend dat talrijke vervolgde personen in vrijheid zijn, hetzij bij toepassing van de transactionele veroordeling, hetzij door het feit dat zij hun straf hebben uitgedaan.

Ten slotte, moet men er zich ook rekenschap van geven dat elke veroordeelde of elke verontruste persoon een « milieu » vertegenwoordigt van verwanten of vrienden, die vaak, ten gevolge van de repressie, tegen het Land en zijn instellingen verbitterd zijn.

Dat is misschien, op het gebied van 's Lands toekomst, het meest belangrijke vraagstuk van het ogenblik, namelijk het vraagstuk van de wederopvoeding van de incivieken en van hun voorzichtige maar geleidelijke inschakeling in de nationale gemeenschap.

Zoals men weet werd met dat doel door de achtbare h. Lilar, Minister van Justitie, een speciale dienst opgericht.

Die dienst is verbonden aan de 2^e Algemene Directie van het Departement en staat onder de leiding van Raadsheer Hanssens.

Die hoge magistraat heeft, op dat gebied, reeds onschatbare diensten aan het land bewezen en zal zich ook in de toekomst nog zeer verdienstelijk maken.

Wij hebben hem, ten behoeve van de Hoge Vergadering, een nota over de bedrijvigheid van zijn dienst op datum van 8 Juli 1947 gevraagd.

Wij bedanken hem van ganser harte.

Hier volgt die nota :

I.

Nota over de inrichting van de diensten voor wederopvoeding, reclassering en voogdij (D.W.R.V.)

Met het oog op de toepassing van het programma dat door de Minister van Justitie, de h. Lilar, op 16 September 1946 werd uiteengezet, werd een speciale dienst opgericht, die zowel op het gebied van zijn opvatting als van zijn werkmethode nieuw is, namelijk de D.R.W.V. (Dienst voor wederopvoeding, reclassering en voogdij). Deze dienst bestaat uit twee afzonderlijke afdelingen.

Een van die twee afdelingen, namelijk *die van de Voogdij*, vond zijn reden van bestaan in de klaarblijkelijke noodzakelijkheid de wegens incivisme veroordeelde personen die ontslagen werden, niet gans aan hun lot over te laten.

Het is van belang dat de betrokkene, dadelijk na zijn invrijheidstelling, onder het discreet, begrijpend en waakzaam toezicht worde geplaatst van een daartoe bereid bevonden persoon, die, op grond van zijn onbesproken gedrag in zake burgertrouw, door de D.W.R.V. werd gekozen of door het Beschermingscomité of door de vrederechter aan bedoelde Dienst werd voorgedragen en die aanvaard heeft, in het ministerieel besluit waarbij een wegens incivisme veroordeelde persoon voorwaardelijk in vrijheid wordt gesteld, aangeduid te worden om zich met de voogdij over de betrokkene te belasten.

Deze voogdijen, die gans onbaatzuchtig worden uitgeoefend, vergen van degenen die dergelijke taak op zich hebben genomen, een daadwerkelijke en niet alleen een louter verbale toewijding.

Van 3 November 1946 tot 26 Juni 1947, werden door de D.W.R.V. 8.800 voogdijen tot stand gebracht.

De andere afdeling van de D.W.R.V. heeft tot taak de velerhande bemoeiingen die kunnen bijdragen tot een steeds vollediger verwezenlijking, zowel tijdens de straftijd als in verband daarmee en daarna, van het *wederopvoedings- en reclasseringswerk* van de wegens misdrijven tegen de uitwendige veiligheid van de Staat veroordeelde personen, te richten, te bevorderen, te leiden, te surveilleren.

Naar aanleiding van die bemoeiingen, ontvangt de D.W.R.V. dagelijks, van uit al de hoeken van het land, heel wat brieven van de veroordeelden, zowel van ontslagen als van nog gedetineerde personen. Op die brieven wordt altijd geantwoordt en gevolg gegeven, hetgeen er ruimschoots toe bijdraagt om de werking van de D.W.R.V. in aanzien bij de veroordeelden te doen stijgen en om deze te bevrijden van de deprimerende mening als zou de Administratie zich niet om hun lot bekommeren.

Dit blijkt duidelijk uit de 3.459 individuele dossiers die in de dienst tijdens de zes eerste maanden van dezes bestaan werden aangelegd. (Op heden : 3.809 dossiers).

Het is eveneens door die contactnamen dat de D.W.R.V. verneemt welke ellendige en soms tragische toestanden zich in sommige gezinnen voordoen, toestanden die, om redenen van menslievendheid en tevens in het welbegrepen belang van de Natie, discreet en onverwijld moeten verholpen worden.

Die dienst vindt zodoende gelegenheid zich ook op het sociaal gebied verdienstelijk te maken.

II.

De D.W.R.V. is bovendien verantwoordelijk voor de opvoedende werking die, dank zij zijn initiatief en onder zijn hoge leiding, uitgeoefend wordt in de verschillende strafcentrums voor incivieken, namelijk onder de vorm van cursussen, voordrachten, ontspanningsfeesten, uitreiking van dagbladen, enz.

De D.W.R.V. houdt zich thans bezig met het oprichten van vakopleidingscentrums (V.O.C.), in ten minste zes strafcentrums van het Land. In deze *vakopleidingscentrums* wordt aan de jonge veroordeelde incivieken een minimum van opleiding gegeven en worden degenen geholpen die van vak of van beroep moeten veranderen (zie als bijlagen : de omzendbrieven van 22 en 23 Mei 1947).

Een van de eerste toepassingen van het programma van 16 September 1946 bestond er in de gedetineerden vrijwillig in de kolenmijnen te laten werken om door arbeid hun schuld te boeten.

Het begrip « *schuldboeting door arbeid* » berust op de beschouwing dat door het begane misdrijf schade werd berokkend aan de nationale gemeenschap en de bedoeling is, aan degene die schade veroorzaakt heeft de gelegenheid te geven zich te rehabiliteren door het gedane kwaad goed te maken.

Opdat dat herstel van de schade ten opzichte van de nationale gemeenschap de schuldige zou kunnen rehabiliteren en de schuldige zelf tot beterschap brengen, dat is, hem zijn fout of de slechte oorzaken van deze fout te doen inzien, is het volstrekt noodzakelijk dat de schuld wordt geboet door *persoonlijk werk* van de schuldige, door een *voor 's lands belang nuttige arbeid, die van zijnentwege een zware en voortdurende krachtsinspanning vergt*, door werk dat hij *vrijwillig* zal uitvoeren, met de wel overwogen bedoeling het gedane kwaad te herstellen en het ten opzichte van de Natie goed te maken.

De Administratie spant zich in de mate van het mogelijke in om de schuldboeting door arbeid ook in andere bedrijven dan de kolenmijnen in te voeren, zowel in het belang van de gedetineerden zelf als in het belang van de nationale gemeenschap; het staat buiten kijf dat dergelijk werk, dat een gunstig rendement blijkt op te leveren, het land ten goede zal komen.

Wat de veroordeelde vrouwen betreft, deze werden zoveel mogelijk in fabrieken te werk gesteld. Maar voor diegene onder de vrouwen die een dergelijke gunst het meest waardig blijken, richt de D.W.R.V., zodra de betrokkenen meer dan een derde van hun straf hebben uitgedaan, de schuldboeting doen arbeid in onder een andere vorm : zij worden namelijk afzonderlijk geplaatst in gasthuizen, klinieken, tehuizen voor kinderen, schoolkolonies, godsdienstige gemeenschappen, enz., waar zij, onder het waakzaam toezicht van de directrice, inwonen en zij de *bezoldigde* betrekking uitoefenen van dienstmeid, hulp-huishoudster, enz. Zodoende verrichten zij een op maatschappelijk gebied nuttige arbeid die, meer en beter dan gelijk welke andere, hun reclassering zal bevorderen.

Wij voegen als bijlage bij dit verslag :

1^o de onderrichtingen door het Departement gezonden aan de directeurs der gevangenissen en interneringscentra betreffende de centra voor beroepsopleiding van de veroordeelden wegens misdrijven tegen de veiligheid van de Staat;

2^o dezelfde aanvullende onderrichtingen gestuurd door de h. Hanssens;

3^o de onderrichtingen gegeven door de h. Hanssens aan degenen die de voogdij aanvaardden over veroordeelden wegens misdrijven tegen de veiligheid van de Staat.

HOOFDSTUK V.

Het reeds door het Departement verwezenlijkte werk.

Om de politiek van het Departement sinds de bevrijding te begrijpen, is het niet zonder belang de verschillende ontwerpen, die van het initiatief der Regering uitgaan en reeds bij de Kamer en bij de Senaat, van af het begin van de huidige wetgevende periode, werden ingediend, op te sommen en er een korte uitleggende nota bij te voegen.

REGERINGSONTWERPEN INGEDIEND IN 1946 EN 1947.

I. — *Senaat.*

1. Wetsontwerp betreffende de bevoegdheid van de militaire rechtscolleges in zake oorlogsmisdaden. — Ingediend op 8 October 1946, n^r 114 van de Senaat.

Dit ontwerp is de wet van 20 Juni 1947 geworden.

2. Wetsontwerp betreffende uitstel van betaling en houdende wijziging van de wet van 15 Augustus 1854 op de gerechtelijke uitwinning. — Ingediend op 8 October 1946 onder n^r 115.

Doel van dit ontwerp is zekere maatregelen vast te stellen om de belangen van de schuldeisers en van de schuldenaars te vrijwaren, inzonderheid wegens de noodzakelijkheden van de economische herinrichting van het land.

3. Ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 21 ventôse, jaar IX, waarbij het gedeelte van de wedde der openbare ambtenaren en burgerlijke beambten, waarop beslag kan worden gelegd, bepaald wordt. — Ingediend op 8 October 1946, onder n^r 116.

Het gaat om de wederaanpassing van de van kracht zijnde wetgeving in zake de inbeslagneming, gelet op de perequaties van de wedden die sinds de eerste wereldoorlog zijn voorgekomen.

4. Wetsontwerp betreffende de wedden van de magistraten der Rechterlijke Orde. — Ingediend op 26 November 1946, onder n^r 15.

Doel van dit ontwerp was de perequatie van de wedden der magistraten van de Rechterlijke Orde.

5. Wetsontwerp tot bepaling van de voorwaarden waaronder de kinderen wier ouders, tengevolge van de oorlog, geen huwelijk konden aangaan, kunnen gewettigd worden. — Dit ontwerp werd ingediend op 24 December 1946 (n^r 40).

6. Wetsontwerp tot aanvulling van Hoofdstuk IV van Titel V van Boek I van het Burgerlijk Wetboek betreffende de vorderingen tot nietigheid van het huwelijk.

Dit ontwerp werd ingediend op 16 Januari 1947 (n^r 50).

Doel van dit ontwerp was de verklaring van nietigheid van de fictieve huwelijken tijdens de bezetting aangegaan ten einde slachtoffers aan de vijand te ontrukken, te vergemakkelijken.

7. Wetsontwerp tot wijziging en aanvulling van de besluitwet van 12 Maart 1945, waarbij uitzonderingsbepalingen van tijdelijke aard in zake huishuur werden voorzien.

Dit ontwerp werd ingediend op 11 Februari 1947 (n^r 82).

Doel er van is de beteugeling van de zwarte markt der huishuren door :

- a) de uitsluiting, uit de grendelwet, van sommige gebouwen;
- b) een zekere verhoging van de huishuur;
- c) de afschaffing van de rechterlijke verlenging;
- d) de opvordering van ledigstaande gebouwen.

8. Wetsontwerp betreffende de wedden van de griffiers der Hoven, Rechtbanken en Vredegerechten. — Dit ontwerp werd ingediend op 11 Februari 1947 (n^r 83).

Doel van dit ontwerp was de wederaanpassing van de wedden der griffiers van de Hoven en Rechtbanken.

9. Wetsontwerp waarbij sommige tenuitvoerleggingen in zake huurovereenkomsten tijdelijk worden geschorst. — Dit ontwerp werd ingediend op 22 April 1947 (n^r 125).

Dit ontwerp, dat de wet van 12 Mei 1947 geworden is, werd noodzakelijk gemaakt door de indiening van het ontwerp tot wijziging van de wetgeving op de huishuur ten einde elke speculatie te vermijden en uitzettingen te beletten die zich niet meer zouden kunnen voordoen onder het stelsel van de nieuwe wet.

10. Wetsontwerp betreffende de vergoedingen toe te kennen aan de plaatsvervangende magistraten, die regelmatig het ambt van vaste magistraten vervullen bij toepassing van de wet van 5 Maart 1935, betreffende de rechten der ambtenaren in oorlogstijd.

Doel van dit ontwerp was een vergoeding toe te kennen aan de plaatsvervangende magistraten die regelmatig het ambt van vaste magistraten uitoefenen terwijl, in de oorspronkelijke bedoeling van de wetgever, hun verrichtingen zeldzaam moesten zijn.

11. Wetsontwerp betreffende de epuratie in zake burgertrouw. — Ingediend op 26 Juni 1947, onder n^r 215.

Doel van dit ontwerp is de besluitwet van 19 September 1945 te vervangen door een wetgeving die rekening houdt met de ondervinding en in overeenstemming is met de billijkheid en de algemene belangen van het land.

II. — *Kamer.*

1. Wetsontwerp tot wijziging van artikel 9 van de besluitwet van 26 Mei 1944 betreffende de bevoegdheid en de rechtspleging in zake misdaden en wanbedrijven tegen de veiligheid van de Staat.

Dit ontwerp werd ingediend op 29 Mei 1946, onder n^r 99.

Dit ontwerp is de wet van 7 November 1946 geworden.

2. Wetsontwerp tot wijziging van artikel 18bis der samengeschakelde wetten op de nationaliteit. — Ingediend op 5 Juni 1946, onder n^r 137.

Het gaat om het verval van de Belgen die hun nationaliteit niet kregen van een ouder die Belg was op de dag van hun geboorte, of die hun nationaliteit kregen van een Belgische ouder, welke zelf die staat anders dan door afstamming verworven heeft, en die ernstig tekortgekomen zijn aan hun verplichtingen als Belgische burgers.

3. Wetsontwerp waarbij aan de vrouwen toegelaten wordt het beroep van pleitbezorger uit te oefenen. — Ingediend op 25 Juni 1926, onder n^r 138.

Dit ontwerp is de wet van 1 Februari 1947 geworden.

4. Wetsontwerp tot wijziging van de besluitwet van 5 Augustus 1943, waarbij aan de Belgische rechtsmachten uitzonderlijke bevoegdheid wordt toegekend in zake zekere buiten het nationaal grondgebied in oorlogstijd gepleegde misdaden of wanbedrijven. — Ingediend op 25 Juni 1946 onder n^r 139.

Dit ontwerp is de wet van 30 April 1947 geworden.

5. Wetsontwerp waarbij de krachtens de besluitwet van 12 October 1918 bevolen interneringen worden afgerekend van de duur der vrijheidsstraffen uitgesproken wegens bepaalde misdrijven. — Ingediend op 25 Juni 1946, onder n^r 140.

Het gaat over een maatregel van billijkheid, die vraagt dat een administratieve internering zou afgerekend worden van de duur der vrijheidsstraffen.

6. Wetsontwerp tot aanvulling van artikel 9 van het Wetboek van Strafrecht. — Ingediend op 26 Juni 1947, onder n^r 41.

Het ging er om de Minister van Justitie toe te laten de voorwaarden en de plaats van elke uitvoering van een terdoodveroordeling te bepalen.

Dit ontwerp werd door de Kamer der Volksvertegenwoordigers goedgekeurd en door de Senaat op 26 Juni 1947 verworpen.

7. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 24 October 1902 op het spel. — Ingediend op 5 Februari 1947, onder n^r 147.

Doel van dit ontwerp was in zekere gemeenten de exploitatie van spelen te handhaven en toe te laten en tevens de werking er van te reglementeren.

8. Wetsontwerp betreffende de rechtspleging voor het Hof van Verbreking en tot aanvulling van artikel 40 van de wet van 15 Juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken. — Ingediend op 5 Februari 1947, onder n^r 148.

Doel van dit ontwerp is de voorziening in verbreking die na de verwerping in eerste voorziening wordt ingesteld, ontvankelijk te verklaren indien, op tweede voorziening, het Hof vaststelt dat in de eerste voorziening geen andere nietigheid aanwezig was dan die welke uit een overtreding van de wet van 15 Juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken voortspuit.

9. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 15 Mei 1912 op de Kinderbescherming. — Ingediend op 13 Februari 1947, onder n^r 179.

Doel van dit ontwerp was een rationele werving van de vaste afgevaardigden voor kinderbescherming te verzekeren en hun medewerking vruchtbaar te maken door hun een statuut te geven dat de Regering toelaat hun de voordelen en waarborgen te verlenen waarvan de Rijksambtenaren thans genieten.

10. Wetsontwerp houdende afschaffing van sommige vaste Krijgsraden. — Ingediend op 29 April 1947, onder n^r 286.

Dit ontwerp is de wet van 30 Mei 1947 geworden.

11. Wetsontwerp tot interpretering van artikel 1 van de wet van 12 Mei 1947, waarbij sommige tenuitvoerleggingen in zake huurovereenkomsten tijdelijk worden geschorst. — Ingediend op 22 Mei 1947, onder n^r 334.

Dit ontwerp is de wet van 30 Mei 1947 geworden en had tot doel de uitzettingen als gevolg van een verkeerde interpretatie van de wet van 12 Mei 1947 te beletten.

12. Wetsontwerp tot verlenging van de wet van 12 Mei 1947, waarbij sommige tenuitvoerleggingen in zake huurovereenkomsten tijdelijk worden geschorst. — Ingediend op 18 Juni 1947, onder n^r 397.

Dit ontwerp is de wet van 27 Juni 1947 geworden.

13. Wetsontwerp betreffende de wettiging van de kinderen wier ouders gedurende de oorlog in het buitenland een huwelijk hebben aangegaan. — Ingediend op 18 Juni 1947, onder n^r 398.

Het gaat om een maatregel van billijkheid, die verantwoord is door de uitzonderlijke omstandigheden die het onvermijdelijk gevolg zijn van de uit de oorlog ontstane verwarring.

ONTWERPEN INGEDIEND OP 8 JULI 1947.

1. Wetsontwerp betreffende de minimum-leeftijd van de magistraten.

2. Wetsontwerp tot afschaffing van sommige vaste Krijgsraden.

3. Wetsontwerp betreffende de magistraten die gemachtigd zijn om een ambt in een internationaal organisme te aanvaarden.

Dit ontwerp heeft tot doel aan de magistraten die aangewezen zijn om deel uit te maken van internationale organismen, hun rechten in de magistratuur in België te laten behouden.

HOOFDSTUK VI.

Op het Departement worden thans voor de toekomst hervormingsplannen uitgewerkt, die door de juristen van het Ministerie worden ingestudeerd, en waaronder er enkele zijn die reeds in een homogeen ontwerp werden vastgelegd.

Wij vernoemen hier de voornaamste :

A.

Het Departement bestudeert de mogelijkheid aan de plaatsvervangende magistraten van de rechtbanken en vrederechten een retributie uit te keren, op voorwaarde dat zij verplicht zijn vaste en werkelijke prestaties te leveren.

B.

Het Ministerie legt thans eveneens de laatste hand aan een ontwerp tot wijziging van de wet van 1912 op de Kinderbescherming, waarbij onder meer de bevoegdheid van de kinderrechtter in strafzaken wordt uitgebreid tot de minderjarigen tot hun 21 jaar en waarbij de stabiliteit en de valorisatie van de loopbaan van die magistraten wordt geregeld.

C.

Het Departement is nagenoeg klaar met een ontwerp waarbij « reizende » substituut-procureurs des Konings bij de politierechtbanken worden aangesteld.

D.

Het Ministerie heeft een aanvang gemaakt met de algemene hervorming van de wet op de naamloze vennootschappen, ten einde de bescherming van de belangen der aandeelhouders in de hand te werken, een meer effectieve vertegenwoordiging van de aandeelhouders te bereiken en een werkelijke en doeltreffende contrôle in te voeren.

Wij hebben het Departement er op gewezen dat aan de vertegenwoordiging van de arbeiders, zowel werklieden als bedienden, van het meesterspersoneel en van de technische directie, op een juridische basis, een plaats zou moeten ingeruimd worden.

E.

Het Departement bereidt een « moderne » ccördinatie voor van de verouderde en in verschillende wetsteksten verspreide wetgeving betreffende de onteigening ten algemenen nutte.

F.

Het Departement is ook voornemens het statuut van de veiligheid van de Staat weder in te richten.

G.

Een belangrijk ontwerp betreffende de wijze van aanwerving van de magistratuur ligt ter studie. Dat stelsel voorziet een proeftijd en een stagetijd en de invoering er van werd door de Minister van Justitie tijdens de bespreking van zijn begroting in de Kamer in het vooruitzicht gesteld.

Verder zal nog medezeggenschap worden verleend aan de balies ter gelegenheid van de benoeming van magistraten in de rechtbanken van eerste aanleg en van beroep.

H.

Op het gebied van het strafrecht, is het Departement voornemens, zodra het wetsvoorstel betreffende de voorwaardelijke veroordeling zal goedgekeurd zijn, een ontwerp uit te werken waarin een nieuw stelsel, namelijk dat van de bescherming en van de vrijheid onder toezicht, zal ingevoerd worden; dit stelsel leunt aan bij de jongste studies van de Vereniging voor strafrecht.

I.

Tenslotte, wat het burgerlijk recht betreft, werkt het Ministerie aan de herziening van de wetgeving op de onderscheiden rechten en plichten van de echtgenoten; hierbij wordt gestreefd naar de ontvoogding van de gehuwde vrouw en naar de gelijkheid van de echtgenoten.

* * *

Dit verslag is bij eenparigheid goedgekeurd.

De Verslaggever,
C. LOHEST.

De Voorzitter,
H. ROLIN.

BIJLAGEN.

2^e ALGEMENE DIRECTIE

Brussel, 22 Mei 1947.

Veroordeelden wegens misdrijven
tegen de Veiligheid van de Staat

Inrichting
van Vakopleidingscentrums
(V. O. C.)

*Aan de Heren Bestuurders
van de gevangenissen en interneringscentra,*

D. W. R. V.

MIJNHEER DE BESTUURDER,

In de meeste gestichten worden ten behoeve van de gedetineerden cursussen gegeven en voordrachten of causeriën gehouden.

Dit uitstekend initiatief behoort te worden aangemoedigd en al degenen, die tot het bewerkstelligen er van bijdragen, verdienen daarvoor te worden geprezen.

Dit fragmentarisch onderwijs volstaat echter niet om de wederopvoeding te verzekeren van jeugdige veroordeelden wier intellectuele opleiding of vakopleiding niet genoegzaam ontwikkeld is en van hen, die door hun veroordeling, invaliditeit of wegens enige andere oorzaak verhinderd zijn hun vroeger beroep te hervatten en zich moeten voorbereiden om een nieuw beroep uit te oefenen.

* * *

Om die toestand te verhelpen zal er, zo spoedig mogelijk, in sommige daartoe geschikte gestichten, bijzonder onderwijs worden gegeven :

A. — TECHNISCH ONDERWIJS.

1^o Handelsafdeling :

Verruiming van de algemene ontwikkeling en voorbereiding tot betrekkingen in de handel of tot kantoorwerk.

2^o Nijverheidsafdeling :

Verruiming van de algemene ontwikkeling en voorbereiding tot verschillende technische loopbanen, b. v. : werktuigkundige, tekenaar-werktuigkundige, technicus-werktuigkundige, electricien, tekenaar-electricien (te verwezenlijken naar gelang van de behoeften en de materiële mogelijkheden).

B. — AMBACHTSONDERWIJS :

voorbereiding tot de verschillende ambachten welke in sommige penitentiaire werkplaatsen kunnen worden aangeleerd of waarvan de kennis kan worden volmaakt, b. v. : schrijnwerker, schoenmaker, wever, drukker, kleermaker, horlogemaker.

Dit onderwijs, dat in de beide landstalen zal gegeven worden, zal zoveel mogelijk aanleunen bij de officiële programma's van die studiën. Voor ieder van die onderwijsvakken zullen deze programma's worden aangevuld met gesprekken en gedachtenwisselingen welke ten doel hebben de gedetineerden beter bekend te maken met België, met zijn instellingen, zijn rijkdommen, zijn verleden, zijn rol in de beschaving en zijn toekomstmogelijkheden, ten einde hun de redenen tot gehechtheid aan en hun plichten jegens hun land beter te doen beseffen.

De uurregeling zal door het bestuur van het gesticht worden vastgesteld in overeenstemming met die programma's en aan de D.W.R.V. ter goedkeuring worden voorgelegd. In het technisch onderwijs zal een deel van de tijd aan handwerk, zoveel mogelijk aan handwerk van algemeen nut, worden gewijd.

Zullen worden aangewezen om de cursussen bij een V.O.C. te volgen, de *verdienstelijke* gedetineerden die *nog twee jaar hechtenis hebben uit te doen*, en die geen voldoende intellectuele opleiding of vakopleiding genoten hebben of zich moeten voorbereiden om na hun invrijheidstelling een nieuw beroep uit te oefenen.

Bij uitzondering kunnen tot een ambachtsafdeling worden toegelaten de gedetineerden die zich tot het uitoefenen van een handwerk voorbereiden, maar nog slechts *één jaar* hechtenis hebben uit te doen.

Zullen worden aangeduid om één of meer cursussen bij een V.O.C. te geven, gedetineerden die op grond van hunne intellectuele of morele bevoegdheid daarvoor in aanmerking komen en wier verbetering bevredigend blijkt. Deze gedetineerde leraars mogen in hun werk worden bijgestaan door andere gedetineerden die, wegens hun morele waarde en de gunstige invloed die zij op hun medegedetineerden uitoefenen, als monitors worden aangewezen.

De aanwijzing van die leeraars en monitors, evenals die van de gedetineerden die de gelegenheid zullen krijgen de cursussen te volgen geschiedt door de D.W.R.V., na overleg met het bestuur van het gesticht waarin zij zich bevinden en, desvoorkomend op voorstel van bedoeld bestuur.

Zelfs indien deze gedetineerden in het gesticht nuttig werk verrichten, behoren zij door het bestuur aan de D.W.R.V. te worden gesignaleerd met vermelding van die bedrijvigheid. Immers al heeft het belang, dat die gedetineerden aan de penitentiaire gemeenschap dienst bewijzen, toch behoort, in alle omstandigheden, de behoorlijke reclassering van de gedetineerde de voorrang te hebben.

De D.W.R.V. is er mede belast deze richtlijnen onverwijld in toepassing te brengen. Hij zal u daartoe de nodige onderrichtingen geven.

Ik verzoek u dringend hem de uitvoering van zijn opdracht te vergemakkelijken.

(83 R/VIII/4/5.)

Voor de Minister :
De Secretaris-generaal,
P. CORNIL.

2^e ALGEMENE DIRECTIE

Brussel, 23 Mei 1947.

Veroordeelden wegens misdrijven
tegen de Veiligheid van de Staat

Inrichting
van Vakopleidingscentrums
(V. O. C.)

D. W. R. V.

*Aan de Heren Bestuurders
van de gevangenissen en interneringscentra.*

MIJNHEER DE BESTUURDER,

Met het oog op de inrichting van vakopleidingscentrums (V.O.C.), zoals deze u door de Heer Secretaris-generaal Cornil in zijn schrijven van 22 Mei 1947 werd aangekondigd, en om u in de gelegenheid te stellen de inlichtingen die ik de eer heb U hierna te vragen, te verschaffen, acht ik het nuttig u het volgende uiteen te zetten :

1. Taalcursussen, gesprekken over de geschiedenis en aardrijkskunde van België, de geschiedenis van de Belgische kunst en letterkunde, de nationale instellingen worden voorzien om de algemene cultuur aan te vullen en bij de gedetineerden de verkleefdheid aan het land op te wekken.

Deze leergangen en gesprekken mogen enkel worden opgedragen aan doctors in de rechten, doctors of licentiaten in wijsbegeerte en letteren, in geschiedenis, in geschiedenis van de kunst en oudheidkunde, in sociale wetenschappen, aan letterkundige regenten of regenten in de germaanse talen, aan onderwijzers.

2. *In de handelsafdeling van het technisch onderwijs* worden benevens cursussen over handel, comptabiliteit, dactylografie, stenografie, cursussen voorzien over wiskunde, rechtswetenschap en economische aardrijkskunde, welke zullen gegeven worden door licentiaten in de handelswetenschappen, rekenplichtigen, doctors of licentiaten in de natuurwetenschappen of wiskundige wetenschappen, doctors in de rechten, wetenschappelijke regenten, geschoolde stenografen en dactylografen zullen eveneens nodig zijn.

In de nijverheidsafdeling van het technisch onderwijs zullen, benevens de theoretische cursussen, ingericht zoals hierboven is aangeduid, praktische lessen van mechanica en elektrische manipulaties worden opgedragen aan ingenieurs, officieren of ingenieurs-technici. Onder laatstgenoemden zal de voorkeur worden gegeven aan leraars uit het nijverheidsonderwijs.

3. *Het ambachtsonderwijs* omvat afdelingen voor schrijnwerkers, schoenmakers, wevers, drukkers, kleermakers, desvoorkomend een landbouwafdeling (groententeelt, boomkwekerij, tuinbouwkunde). De praktische lessen zullen, naar gelang van de behoeften en de mogelijkheden, worden aangevuld met enkele theoretische cursussen, welke later zullen worden vastgesteld. Er wordt van nu af beroep gedaan op de landbouwkundige ingenieurs.

Ten einde de D.W.R.V. in de gelegenheid te stellen, enerzijds, de gedetineerden, die tot het bijwonen van de lessen van een dezer opvoedende groepen worden toegelaten en, anderzijds, de gedetineerden, die opdracht zullen krijgen

in die groepen als leraar of monitor te fungeren, aan te wijzen, verzoek ik u mij *witerlijk binnen tien dagen* na de ontvangst van dit schrijven, over te leggen :

1^o een naamlijst van de gedetineerden, die, naar uw oordeel, voldoen aan de door de Heer Secretaris-generaal Cornil bepaalde vereisten om de lessen van een der hogerbedeelde, opvoedende groepen te mogen volgen. Gelieve aan deze lijst, voor ieder van die gedetineerden, een staat 58, en, zoveel doenlijk een afschrift van de uiteenzetting der feiten toe te voegen.

In de opmerkingen moet gij het beroep of de stiel vermelden, die de gedetineerde u verklaard heeft te willen uitoefenen of die gij voor hem geschikt acht ;

2^o een lijst van de gedetineerden die, naar uw oordeel, aan de in het schrijven van 22 Mei 1947 bepaalde vereisten alsmede aan de hiervoren vermelde vereisten voldoen en die bereid zouden zijn de taak van leraar of monitor bij een O.C. te aanvaarden. Deze lijst moet de namen, voornamen, leeftijd en beroep of wetenschappelijke aanspraak van die gedetineerden vermelden ; zo de D.W.R.V. oordeelt dat hun candidatuur in aanmerking dient genomen, zal hij de belanghebbende bij u bezoeken.

Indien er onder uw gedetineerden specialisten in beroepsoriëntering zijn, gelieve ze mij te signaleren met opgave van hun titels. Gelieve dit eveneens te doen voor wat betreft de bouwkundigen, de nijverheids- en recla-metekenaars, de decorateurs.

Indien u gevraagd werd dat ook onderwijs zou worden gegeven in andere ambachten, gelieve deze te vermelden alsook de candidaat-leerlingen, -leraars of -monitors voor dergelijke vakken.

DIENST VOOR DE VOOGDIJ

Brussel, 13 Juni 1947.
Louisalaan, 491.

Litt. : T. I. n° 125

MIJNHEER,

In antwoord op uw schrijven van 1 Juni 1947, heb ik de eer u hierbij enkele gegevens te verstrekken betreffende de rechten en de plichten van de personen, die zich bereid verklaren te zorgen voor de voogdij over de personen die wegens misdrijven tegen de veiligheid van de Staat werden veroordeeld.

De voogd zal medewerken aan de wederopvoeding inzake burgerplichten en aan de reclassering van de personen wier gebrek aan burgerzin een van de oorzaken van het door hen begane misdrijf is geweest.

Met deze wederopvoeding en deze reclassering wordt in de mate van het mogelijke een aanvang gemaakt tijdens de hechtenis. Maar zelfs indien dat voorbereidend werk toereikend mocht zijn gebleken, is het toch altijd noodzakelijk later na te gaan welke gevolgen het gehad heeft en door een waakzaam, maar steeds discreet en begrijpend toezicht over de ontslagen gedetineerde, zich er van te vergewissen of deze niet in het vroegere euvel hervalt en of hij zich, door zijn gedrag, de vervroegde invrijheidstelling die hem bij wijze van gunst werd verleend, waardig toont.

Het is ook volstrekt noodzakelijk dat de reclasseringsmoeilijkheden, welke de ontslagen veroordeelde al te vaak ontmoet, zijn goede gevoelens niet aan het wankelen brengen en van hem geen wanhopige maken, geen opstandeling, geen avonturier die, vroeg of laat, vijandig zou staan tegenover onze nationale gemeenschap of als wrak een lastpost voor het land zou zijn.

De voogd vervult die voor 's lands belang zo bevorderlijke vertrouwenstaak door te zorgen voor het toezicht over en de bijstand aan de ontslagen veroordeelde. Door die opdracht waar te nemen kwijt hij zich van een taak van verheven burgertrouw.

Bij zijn invrijheidstelling gaat de veroordeelde de verbintenis aan de voorwaarden na te leven waarvan zijn ontslag afhankelijk is gesteld. De aanvaarding en de naleving van de voogdij door de ontslagen veroordeelde, is een van die voorwaarden. Deze voorwaarden worden vermeld in het boekje der voorwaardelijke invrijheidstelling dat aan de ontslagene door de burgemeester van zijn gemeente wordt ter hand gesteld.

De voogd mag natuurlijk eisen inzage te nemen van dat boekje.

Bij de vervulling van zijn taak, moet de voogd blijk geven van tact en tevens van objectiviteit. Hij moet het vertrouwen van zijn pupil winnen; het hoort dat deze hem beschouwt als een gids en een veilig raadsman en tevens als een zorgzaam en begrijpend toezichter.

De voogd moet zijn pupil bezoeken en zal tamelijk vaak met hem in contact treden om nauwkeurig ingelicht te zijn over zijn gedragingen, zijn toestand, zijn omgang en zijn milieu.

De pupil, van zijn kant, zal aan de voogd al de inlichtingen verstrekken die deze nodig heeft om zijn driemaandelijks verslag op te maken, verslag waarvan de regelmatige toezending aan mijn diensten ten zeerste gewenst is.

De voogd behoort in de mate van het mogelijke de gevoelens van zijn pupil, op moreel gebied en op het stuk van burgertrouw, in gunstige zin te beïnvloeden. Hij moet hem aanmoedigen, en, zo het nodig blijkt, hem op zijn plicht wijzen.

Het voor de dienst bestemde verslag moet altijd objectief zijn en moet elke afwijking van de goede weg vermelden. In sommige gevallen mag zelfs worden voorgesteld de pupil opnieuw te interneren.

De tussenkomst van de voogd is dikwijls wenselijk wanneer het er om gaat werkgelegenheid voor de betrokkene te zoeken. De voogd moet zijn pupil hierin helpen en, zo geen uitslag wordt bereikt, moet hij hiervan kennis geven aan de dienst die, zoveel mogelijk, hem bij zijn opzoekingen zal helpen.

Het is misschien niet zonder nut er op te wijzen dat, moest de pupil trachten zich aan de voogdij of aan de bij zijn invrijheidstelling bepaalde voorwaarden te onttrekken, deze invrijheidstelling zou kunnen worden herroepen.

Ik hoop, Mijnheer, dat deze enkele aanwijzingen u zullen aanzetten om u te belasten met de voogdijen welke de heer vrederechter van het derde kanton Brugge voorgesteld heeft u op te dragen. Uw hoedanigheid van Politiek Gevangene is een waarborg dat bij deze aanwijzing een uiterst gelukkige keus werd gedaan en met groot genoegen zou ik vernemen dat gij bereid zijt die taak op u te nemen. Bij voorbaat dank ik u zeer voor uw bereidwilligheid, alsmede voor uwe medewerking die, dank zij de wijsheid en de naarstigheid waarmede gij uw taak zult behartigen, alleszins uitstekende uitslagen zal opleveren.

Aanvaard, Mijnheer, de betuiging van mijn bijzondere hoogachting.

Voor de Minister :
De Gemachtigde Directeur,
W. HANSSENS.